

## **Thierry LAMBERT**



**Professeur à Aix - Marseille Université**

**Président de l'Institut international des sciences fiscales (2iSF)**

**Rédacteur en chef de la Revue européenne et  
internationale de droit fiscal  
(REIDF)**

Mail : [tfiscal@laposte.net](mailto:tfiscal@laposte.net)  
☎ : 06 82 20 70 09 et 04 42 96 53 43

<http://www.editions-harmattan.fr/index.asp?navig=catalogue&obj=collection&no=205>

Aix – Marseille Université  
Faculté de droit et de science politique  
3, avenue Robert Schuman  
13628 Aix-en-Provence Cedex 1

### **Activités exercées au sein d'Aix - Marseille Université**

- ◇ Directeur de l'institut supérieur d'études comptables – ISEC (2007 - 2016)
- ◇ Membre du centre d'études financières et fiscales – CEFF (2007 - )
- ◇ Directeur adjoint du centre d'études financières et fiscales – CEFF (2012 - 2015)
- ◇ Directeur du centre d'études financières et fiscales - CEFF (2015 - )
- ◇ Co-directeur du parcours -type (M2) « Fiscalité européenne et internationale » (2018 - )

### **Responsabilités éditoriales**

- ◇ Directeur de la collection « Finances publiques » aux éditions L'Harmattan depuis 1998).
- ◇ Membre du conseil scientifique de « Revista de direito internacional econômico tributario » - Brésil (2007 - ).
- ◇ Membre du Conseil scientifique de la revue "Gestion & Finances publiques – La revue" (2014 - ).
- ◇ Rédacteur en chef de la « Revue européenne et internationale de droit fiscal » Ed. Bruylant (2015 -).

### **Membre de jurys**

- ◇ Membre des jurys du certificat d'aptitude à la profession d'avocat (1994 à 2007) ;
- ◇ Membre du jury du concours interne d'entrée à l'Ecole nationale d'administration (1999) ;
- ◇ Membre du jury de problèmes budgétaires et fiscaux à l'Ecole nationale d'administration (promotion AVERROES - 2000) ;
- ◇ Membre du jury du concours des pharmaciens inspecteurs de santé publique (2007) ;
- ◇ Membre du jury du concours des Commissaires de police (2009 à 2012).
- ◇ Membre de jurys de l'institut d'économie douanière et fiscal (Algérie -Tunisie) - Alger (2014).

### **Membre de sociétés académiques**

- ◇ Membre du conseil d'administration de la société française de finances publiques (1985 - ).
- ◇ Membre de la société pour l'histoire des facultés de droit et de la science juridique.
- ◇ Président de l'institut international des sciences fiscales – 2iSF (2008 - )

### **Auditions et expertises**

- Audition par Monsieur Jean - Pierre BRARD, député, pour le rapport d'information de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan de l'Assemblée nationale concernant « La lutte contre la fraude et l'évasion fiscales », juin 1999.
- Expert au sein du programme TEMPUS de l'Union européenne « Formation des fiscalistes pour 8 régions de Russie centrale » (2003 - 2006).
- Audition par le groupe de travail « Fiscalité locale » de l'Assemblée des Conseils économiques et sociaux régionaux de France (ACESRF), 9 avril 2004.
- Membre sénior dans le programme d'appui au management de l'économie « AMECO » de l'Union européenne en Algérie, (15 au 18 janvier 2011).
- Agence nationale de la recherche (ANR), expertise sur appel à projets 2013.
- Audition par la mission d'information sur la fraude fiscale des personnes physiques de la commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire de l'Assemblée nationale, 4 juillet 2013.
- Expertise conventions CIFRE pour l'Association nationale recherche technologie (ANRT) 2015, 2016, 2018.

- Membre du « Comité national d'experts auprès du Directeur général des finances publiques » (2015 -).
- Membre suppléant du Conseil national des universités - section 02 - droit public (2015 -).
- Audition par la mission de l'inspection générale des finances sur « Le contrôle fiscal des entreprises », 26 novembre 2015.
- Membre de la commission régionale des commissaires aux comptes près de la Cour d'appel d'Aix-en-Provence (2016 -).
- Audition par le groupe de travail de l'Assemblée nationale sur les moyens d'évaluation et de contrôle du Parlement, 26 octobre 2017.
- Evaluation du Centre d'étude de fiscalité des entreprises de Paris II (CEFEP) pour le Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HECERES), 20 décembre 2017.
- Expertise World Justice Project (WJP), 31 mai 2018.

### **Missions, cours et conférences hors de France**

- ✦ 1995 - Faculté de droit Hô Chi Minh (Vietnam).
- ✦ 1998 - Centre francophone d'études supérieures d'Athènes (Grèce).  
Centro di diritto penale tributario (Italie).
- ✦ 1999 - Il fisco Rome (Italie).
- ✦ 2002 - Université technique d'Orel (Russie).
- ✦ 2003 - Université technique d'Orel (Russie).
- ✦ 2004 - Faculté de droit d'Alexandria (Italie).  
Université technique d'Orel (Russie).  
Faculté de droit de Comenius Bratislava (Slovaquie).
- ✦ 2005 - Faculté de droit de Lüneburg (Allemagne).  
Université technique d'Orel (Russie).  
Faculté de droit de Sfax – Professeur invité (Tunisie).
- ✦ 2006 - Université technique d'Orel (Russie).  
Faculté de droit de l'université d'Oran (Algérie).  
Faculté de droit de Sfax (Tunisie).
- ✦ 2007 - Faculté de droit de l'université d'Oran (Algérie).  
Université classique d'Orel (Russie).  
Faculté de droit de Sfax (Tunisie).  
Institut maghrébin d'économie douanière et fiscale d'Alger (Algérie).
- ✦ 2008 - The law faculty of the Comenius university in Bratislava – Lecturer (Slovaquie).  
Faculté de droit de l'université d'Oran (Algérie).  
Faculté de droit de Sfax (Tunisie).  
Faculté de droit de Damas (Syrie).
- ✦ 2009 - Faculdade de direito, universidade Lusitana de Lisboa (Portugal).
- ✦ 2010 - Institute of fiscal and customs studies (Algérie).

- ✦ 2011 – Programme d'appui au management de l'économie, programme AMECO – Union européenne (Algérie).  
Institute of fiscal and customs studies (Algérie).  
Taxation science research institute - State administration of taxation (Xiamen - Chine)  
Institut maghrébin des douanes et de la fiscalité (Algérie)  
Faculté de droit de l'université d'Oran (Algérie)
- ✦ 2012 – Institute of fiscal and customs studies (Algérie).
- ✦ 2013 – Institute of fiscal and customs studies (Algérie).  
Taxation science research institute - State administration of taxation (Guiyang - Chine).
- ✦ 2014 – Centro di diritto penale tributario (Italie).  
Institute of fiscal and customs studies (Algérie).  
Laboratoire de recherche de droit bancaire et financier international de la faculté de droit de l'université d'Oran (Algérie).
- ✦ 2015 - Faculté de droit de l'université d'Oran (Algérie).  
Taxation science research institute - State administration of taxation (Chengdu - Chine).  
Institute of fiscal and customs studies (Algérie).  
Université Chouaib Doukkali - El Jadida (Maroc).
- ✦ 2016 - Université Mohammed V de Rabat (Maroc).  
Ecole supérieure de commerce - Alger (Algérie).  
Institute of fiscal and customs studies (Algérie).  
Faculté de droit de l'université de Tunis El'Manar (Tunisie)  
Université catholique de Brasilia (Brésil)  
Faculté de droit d'Oran (Algérie).
- ✦ 2017 – Institut supérieur de gestion et de planification (Algérie).  
Faculté de droit d'Oran (Algérie)  
Taxation research institute state administration of taxation – à Heifei (Chine)  
Institute of fiscal and customs studies (Algérie).  
Faculté de droit à l'université de Neuchâtel (Suisse)  
Faculté de droit de l'université des frères Mentouri de Constantine (Algérie)
- ✦ 2018 – Institute of fiscal and customs studies (Algérie).  
Université d'Abomey – Calavi (Bénin)  
Faculté de droit d'Oran (Algérie)

## Ouvrages

- 1 - IMPOTS DIRECTS LOCAUX**, Economica, (1983, 206 pages); 2<sup>ème</sup> édition, Préface du Professeur Raymond Muzellec, 1987, 329 pages ;
- 2 - VERIFICATION FISCALE PERSONNELLE**, Economica, collection : Bibliothèque de gestion, 1984, 182 pages ;
- 3 - LES CAS DE PARTAGE AU TRIBUNAL DES CONFLITS** (en collaboration), Avant propos de François Gazier, Vice - Président du Tribunal des conflits et Préface du Professeur Jacques Robert, Economica, 1984, 126 pages ;

- 4 - **REDRESSEMENT FISCAL**, Préface du Professeur Paul Gaucher, Economica, collection : Bibliothèque de gestion, (1985, 181 pages) ; 2<sup>ème</sup> édition, 1988, 190 pages ;
- 5 - **TRANSACTIONS ET PRATIQUES TRANSACTIONNELLES** (en collaboration), Economica avec le concours du CNRS, 1987, 256 pages ;
- 6 - **DROIT DU CONTENTIEUX** (en collaboration), Economica, collection DECF, 1990, 243 pages ;
- 7 - **DROIT FISCAL** (en collaboration), PUF, 1987, collection Droit fondamental, (338 pages ; 2<sup>ème</sup> édition, 1997, 392 pages); (3<sup>ème</sup> édition 2003, 446 pages); 4<sup>ème</sup> édition, 2010, 470 pages (traduction en 2013 en langues macédonienne et albanaise);
- 8 - **CONTROLE FISCAL. DROIT ET PRATIQUE**, PUF, collection Droit fondamental, (1991, 436 pages); 2<sup>ème</sup> édition, 1998, 464 pages ;
- 9 - **CONTENTIEUX FISCAL**, Hachette, collection Les fondamentaux, 2011, 157 pages.
- 10 - **PROCEDURES FISCALES**, (Montchrestien, collection : Domat, 2013, 653 pages) ; (2<sup>ème</sup> édition, LGDJ, collection Domat, 2015, 696 pages) ; 3<sup>ème</sup> édition, 2017, 721 pages.
- 11 - **LA COUR DES COMPTES : UN POUVOIR REDEMPTEUR ?**, (en collaboration) LGDJ, collection : Forum, 2017, 177 pages.

### Articles

- 1 – **Le contrôle fiscal des personnes physiques**, Après demain, 1981, 230, pp. 10-12 ;
- 2 – **L'impôt foncier**, Après demain, 1982, 244, pp. 11-12 ;
- 3 – **Droit fiscal : droit économique ?**, Les cahiers du droit, 1983, Tome 1, pp. 1-15 ;
- 4 – **Le bilan fiscal du gouvernement** (en collaboration), Revue politique et parlementaire, 1982, 901, pp. 44-54 ;
- 5 – **Les cas de partage au Tribunal des conflits et la répartition des compétences** (en collaboration), Revue du droit public et de la science politique, 1983, 5, pp. 1313-1364 ;
- 6 – **Les solutions conventionnelles au statut des investissements étrangers** (en collaboration), Les cahiers du droit, 1983, Tome 2, pp. 67-80 ;
- 7 – **L'impôt sur le revenu des personnes physiques non résidentes. L'application de la loi 76 - 1234 du 29 décembre 1976** (en collaboration), Les cahiers du droit, 1984, Tome 3, pp. 183-200 ;
- 8 – **Le chassé croisé fiscal**, La revue du financier, 1984, 32, pp. 38-42 ;
- 9 – **Théorie des droits acquis et nationalisation** (en collaboration), Les cahiers du droit, 1984, Tome 5, pp. 93-117 ;
- 10 – **L'exercice du droit de communication par la direction générale des impôts**, La revue du financier, 1984, 36, pp. 16-21 ;
- 11 – **La fonction publique territoriale : un défi pour les régions** (en collaboration), Les cahiers du CFPT, 1985, 15, pp. 87-90 ;
- 12 – **CEE : égoïsmes nationaux et harmonisation fiscale** (en collaboration), Revue politique et parlementaire, 1985, 918, pp. 53-58 ;

- 13 – **Le contribuable face à l’administration fiscale**, Psychologie et science administrative (Chevallier dir. - ), PUF, collection CURAPP, 2, 1985, pp. 102-121 ;
- 14 – **L’harmonisation fiscale dans la CEE** (en collaboration), Le quotidien juridique, 24 septembre 1985, pp. 3-9 ;
- 15 – **Le projet de loi relatif à l’organisation des régions** (en collaboration), Le quotidien juridique, 1985, 120, pp. 10-20 ;
- 16 – **L’impossible réforme des finances locales**, Vertus et limites de la décentralisation (ouvrage collectif), éd. Les cahiers du droit public, 1985, pp. 217-234 ;
- 17 – **Désuétude de la loi fiscale. Dérives de la pratique administrative**, Actes, 1985, 52, pp. 6-10 ;
- 18 – **La taxation d’office en fonction des dépenses personnelles, ostensibles ou notoires**, Le quotidien juridique, 1986, 66, pp. 4-12 ;
- 19 – **La taxation d’après les éléments du train de vie : l’application de l’article 168 du code général des impôts**, Le quotidien juridique, 1987, 78, pp. 4-11 ;
- 20 – **Annulation de l’article 92 de la loi de finances pour 1988**, La revue administrative, 1988, 242, pp. 136-140 ;
- 21 – **Contentieux et contrôle fiscal : examen des pratiques**, Contrôle fiscal. Principes et pratiques (Lambert dir. - ), Economica, collection : Audit-gestion-Fiscalité, 1988, pp. 197-219 ;
- 22 – **L’assiette des impôts directs locaux : notes pour une recherche historique**, Histoire du droit des finances publiques. Volume III les grands thèmes des finances locales (Isaia et Spindler dir. - ), Economica, collection: Finances publiques, 1988, pp>. 267 - 291.
- 23 – **L’autonomie relative de la jurisprudence fiscale**, Contentieux fiscal. Principes et pratiques (Lambert dir. - ), éd. STH, 1989, pp. 141-157 ;
- 24 – **Fiscalité et monopole : l’exemple des tabacs**, Fiscalité française examen de thèmes méconnus (Lambert dir. - ), éd. LCF, 1990, pp. 95-114 ;
- 25 – **Impôts locaux (contributions directes)**, Dictionnaire encyclopédique de finances publiques (ouvrage collectif), Economica, 1991, pp. 935-940 ;
- 26 – **Redressement**, Dictionnaire encyclopédique de finances publiques (ouvrage collectif), Economica, 1991, pp. 1301-1306 ;
- 27 – **Contrôle fiscal (organisation du -)**, Dictionnaire encyclopédique de finances publiques, Economica, 1991, pp. 497-500 ;
- 28 – **Fictitious tax credits and abuse of law**, European taxation, 1991, 11, pp. 371-375 ;
- 29 – **La TVA intracommunautaire. De la directive CEE du 16 décembre 1991 à la loi du 17 juillet 1992**, Actualité juridique de droit administratif, 1992, 11, pp. 724-730 ;
- 30 – **Les aides publiques : éléments d’analyse statistique** (en collaboration), Actualité juridique droit administratif, 1993, 6, pp. 472 - 482 ;
- 31 – **A comment on harmonization of the taxation of savings**, European taxation, 1993, 11, pp. 371 - 375 ;
- 32 – **Péréquation : alibi ou nécessité ?** Liberté de gestion des collectivités territoriales. Vérité ou illusion ? (Moreau dir. - ), Economica, 1993, pp. 111-121 ;
- 33 – **Paradis fiscaux : la filière européenne**, Le monde diplomatique, octobre 1994 ;

- 34 – Introduction à la Théorie de l'impôt** de Pierre Joseph Proudhon, L'Harmattan, collection : Logiques juridiques, 1995, pp. 5-54 ;
- 35 – Le projet d'impôt communautaire : enjeu et débats**, Union européenne : intégration et coopération (Soulier dir. -), PUF, 1995, pp. 61-84 ;
- 36 – L'équité, supplétif de l'égalité en matière fiscale**, Egalité et équité : antagonisme ou complémentarité ? (Lambert dir. -), Economica, 1999, pp. 113-128 ;
- 37 – La place des poursuites pénales dans le dispositif général de lutte contre la fraude fiscale**, Petites affiches, 1999, 86, pp. 4 - 12, (repris dans Les sanctions pénales fiscales – Lambert dir., L'harmattan, collection « Finances publiques », 2000, pp. 13-37) ;
- 38 – La transaction fiscale : une pratique autant qu'un droit**, Bulletin fiscal Francis Lefebvre, 1999, mai, pp. 271-276, (traduit et publié en italien : **la transazione con il fisco : aspetti legali e operativi**, Il fisco, 2000, 12, pp. 3364 - 3371) ;
- 39 – Un aspect méconnu du contrôle fiscal : l'assistance administrative internationale**, Bulletin fiscal Francis Lefebvre, 2000, avril, pp. 215-220 ;
- 40 – Hasard et contrôle fiscal**, La gazette du palais, 16-17 février 2001, pp. 13-20 ;
- 41 – Contribution à l'examen des critères relatifs à la domiciliation fiscale des personnes physiques**, Droit fiscal, 2001, 37, pp. 1245-1250 ;
- 42 - Les aspects fiscaux du droit de l'obligation de facturer**, La facturation de complaisance dans les entreprises (Lopez dir. -), L'harmattan, collection : Finances publiques, 2001, pp. 63-78 ;
- 43 – Motivation et substitution de base légale**, Droits du contribuable. Etat des lieux et perspectives (Hayat dir. -), Economica, collection : Entreprise et perspectives économiques, 2002, pp. 67-77 ;
- 44 – Marché intérieur et évasion fiscale**, Petites affiches (numéro spécial), 15 mai 2002, 97, pp. 34 - 40 ;
- 45 – La politique fiscale sous la Cinquième République : entre réformes et changements**, Les chantiers fiscaux à engager (Lambert dir. -), L'harmattan, collection : Finances publiques, 2002, pp. 13 -24 ;
- 46 – Propos introductifs à la table ronde « Refonder l'impôt sur le revenu »**, Les chantiers fiscaux à engager (Lambert dir. -), L'harmattan, collection : Finances publiques, 2002, pp. 45 - 62 ;
- 47 – Les pouvoirs de l'administration et garanties du contribuable dans le contrôle fiscal français**, Fiscalité et évitement de l'impôt : une comparaison franco - russe (Leroy dir. -), L'harmattan, collection : Finances publiques, 2003, pp. 111 -122 (traduit en russe - 2003 - dans un ouvrage collectif, pp. 66 - 69) ;
- 48 – Effet de surprise et contrôle fiscal : le contrôle inopiné**, Bulletin fiscal Francis Lefebvre, 2003, octobre, pp. 671 - 676 ;
- 49 – Pierre - Joseph PROUDHON : l'impôt échange au service de la réforme de la société**, Revue française de finances publiques, 2003, 84, pp. 79 - 90 ;
- 50 – Taxe professionnelle : stop and go!**, La lettre de la fiscalité locale, septembre 2004, p. 20 ;
- 51 – Frappes chirurgicales et dégâts collatéraux : la vérification ponctuelle**, Bulletin fiscal Francis Lefebvre, 2004, octobre, pp. 655 - 660 ;

- 52 – Le Phoenix des impôts locaux**, La décentralisation fiscale : jusqu'où ? (Lambert, Hayat dir -), L'harmattan, collection : Finances publiques, 2004, pp 191 – 209 ;
- 53 – L'administration fiscale et le secret**, Bulletin fiscal Francis Lefebvre, 2005, juin, pp. 447 – 453 ;
- 54 – L'économie souterraine : une préoccupation ancienne du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie**, Les groupes d'intervention régionaux (Lambert et Turpin dir. - ), L'harmattan, collection : Finances publiques, 2005, pp 47 – 65 ;
- 55 – La direction générale des impôts et la performance**, Constitution et finances publiques. Etudes en l'honneur de Loïc PHILIP (ouvrage collectif), Economica, 2005, pp. 423 – 434 ;
- 56 – Les aides fiscales nationales au sein de l'union européenne ou la liberté sous surveillance**, Il fisco, 2005, 24, pp. 3748 - 3756 (repris dans Regards croisés sur le système fiscal, L'harmattan, collection : Finances publiques, 2005, pp. 205 - 224 ; article publié en russe dans un ouvrage collectif, 2006, pp. 175 - 195) ;
- 57 – La communautarisation de la loi de finances et son corollaire**, La loi. Bilan et perspectives (Puigellier dir -), Economica, collection : Etudes juridiques, volume 22, 2005, pp. 209 - 221 ;
- 58 – Taxe professionnelle : encore un effort...**, La lettre de la fiscalité locale, février 2006, 23, p. 16 ;
- 59 – De la chrysalide aux papillons : les taxes professionnelles**, Collectivités territoriales (revue Lamy), 2006, mars, pp. 75 - 79 ;
- 60 – La fin de la sanction puniton** : Les sanctions administratives fiscales : aspects de droit comparé (Lambert dir. - ), L'harmattan, collection : Finances publiques, 2006, pp 227 -242 ;
- 61 – Citoyen fiscal : citoyen du monde**, Figures de la citoyenneté (ouvrage collectif), L'harmattan, collection : Logiques juridiques, 2006, pp. 177 – 194 ;
- 62 – Le droit et le fait devant la commission départementale des impôts**, Bulletin fiscal Francis Lefebvre, 2006, octobre, pp. 893 – 898 ;
- 63 – Un objet en construction : le contrôle multilatéral dans l'espace communautaire**, Revue tunisienne de fiscalité, 2006, 7, pp. 129 - 143;
- 64 – Quelle fiscalité pour des projets planétaires ?**, Mondialisation et fiscalité : la globalisation fiscale (Leroy dir. - ), L'harmattan, collection : Finances publiques, 2006, pp. 17 – 32 ; **La fiscalita per i progetti mondiali**, Fiscalita e globalizzazione (ouvrage collectif), L'harmattan – Italia, 2007, pp. 12 – 25 ;
- 65 – L'apport des types de contrôle à la détection de la fraude**, Droit fiscal, 2007, 3, pp. 28 – 32 ;
- 66 – Sanctions pénales : beaucoup d'ombres et peu de lumières**, Les sanctions pénales fiscales (Lambert dir. - ), L'harmattan, collection : Finances publiques, 2007, pp. 173 – 189 ;
- 67 – Le rescrit : oui mais...**, Bulletin fiscal Francis Lefebvre, 2008, mars, pp. 191 – 197 ;
- 68 – La taxe foncière sur les propriétés bâties**, Encyclopédie des collectivités locales, Dalloz, (2008, 57 pages ; 2011, 64 pages), mise à jour 2017, 77 pages.
- 69 – L'influence de la jurisprudence communautaire sur le contentieux fiscal : le cas de la France**, Revue du marché commun et de l'union européenne, juillet-août 2008, 520, pp. 461-469 (repris dans la Revue tunisienne de fiscalité, 2008, 9, pp. 447 – 467) ;
- 70 – Le passage à l'euro : l'expérience française**, Zbornik prispevkov z konferencie, Bratislava (Slovaquie), 2008, pp. 71-78 ;



- 71 – La taxe foncière sur les propriétés non bâties**, Encyclopédie des collectivités locales, Dalloz, (2009, 31 pages ;2011, 34 pages) mise à jour 2017, 37 pages.
- 72 – De l’harmonisation à l’intégration des législations fiscales nationales dans le cadre de l’Union européenne**, Revue trimestrielle de droit commercial et de droit économique, 2009, 3, pp. 517 – 528 (repris dans la Revue tunisienne de fiscalité, 2009, 11, pp. 249 – 269) ;
- 73 – L’indépendance des procédures concomitantes**, Ecrits de fiscalité des entreprises. Etudes à la mémoire du professeur Maurice COZIAN, Litec, 2009, pp. 753 – 765 ;
- 74 – La motivation des propositions de rectification : une garantie perfectible**, Bulletin fiscal Francis Lefebvre, 2010, avril, pp. 300 – 306 ;
- 75 – La réforme de 1948 : 60 ans de pérégrinations**, Mélanges en l’honneur de Pierre Beltrame (Orsoni dir. - ), Presses universitaires d’Aix Marseille, 2010, pp. 259 – 272, (repris dans la revue Gestion & Finances publiques, 2010, 8-9, pp. 654 – 659) ;
- 76 – Réflexions sur la concurrence fiscale**, Recueil Dalloz, 22 juillet 2010, 27, pp. 1733 – 1739, (repris sous le titre Der globale Steuerwettbewerb, in Internationales Steuer- und Gesellschaftsrecht Akatuelb, Ed. HDS erlag – Allemagne, 2010, pp. 126 – 136 ; repris dans la revue Gestion & Finances publiques, 2011, 1, pp. 39 - 43) ;
- 77 – Réformer la fiscalité locale : une exigence contrariée**, Pouvoirs locaux, 2010, 87, pp. 104 – 108.
- 78 – La fin des paradis fiscaux: l’illusion du pragmatisme**, La fin des paradis fiscaux? (Lambert dir. -), Montchrestien, collection: Grands colloques, 2011, pp. 213 - 227.
- 79 – Ethique et fiscalité**, Petites affiches, 2011, 239, pp. 4 - 11 (repris dans la revue Gestion & Finances publiques, 2012, 4, pp. 15 - 20).
- 80 – La sécurité du contribuable vis à vis de l’administration**, La sécurité fiscale (Buisson dir -), L’harmattan, collection: Finances publiques, 2011, pp. 157 - 177.
- 81 – Le droit de visite et de saisie de l’administration fiscale: les tourments de l’article L 16 B du livre des procédures fiscales**, Revue des sociétés, 2012, 2, pp. 71 - 80.
- 82 – Une procédure superfétatoire: la flagrance fiscale**, Gestion & Finances publiques, 2012, 3, pp. 105 - 108.
- 83 – Vers un renouveau de l’assistance administrative en matière fiscale**, Gestion & Finances publiques, 2012, 7, pp. 41 - 46 (article repris dans les Annales de la faculté de droit de l’université d’Oran - Algérie, n° spécial, 2013, pp. 73 - 87).
- 84 – DGI + DGCP = DGFIP ou une équation complexe**, Mélanges en l’honneur de Jean -Pierre Lassale, Gabriel Montagnier et Luc Saïdj. Figures lyonnaises des finances publiques (Albert dir. - ), L’harmattan, collection: Finances publiques, 2012, pp. 201 - 214.
- 85 – La progressivité de l’impôt sur le revenu à refonder**, Refonder l’impôt sur le revenu? (Vapaille dir. - ), L’harmattan, collection: Finances publiques, 2013, pp. 123 - 145.
- 86 – "Paradis fiscaux", dépasser l’échange d’informations**, Gestion & Finances publiques, 2013, 8 - 9, pp. 22 - 30.
- 87 – Le fiscaliste : un juriste comme les autres**, Gestion & Finances publiques, 2014, 3 - 4, pp. 12 - 20.
- 88 – L’impôt sur la dépense peut - il fonder une politique fiscale?**, Revue française de finances publiques, 2014, 126, pp. 39 - 49.

- 89 – Le champ d'application de la TVA sur les services financiers et d'assurances** (article publié en Chinois), *International taxation in China*, 2014, 6, pp. 16 - 18.
- 90 – Les constructions jurisprudentielles de la juridiction administrative**, *Le contentieux fiscal en débats* (Lambert dir. - ), LGDJ, collection: Grands colloques, 2014, pp 123 - 138.
- 91 – La concurrence et l'assujettissement des personnes publiques à la TVA**, *Revue française de finances publiques*, 2014, 128, pp. 53 - 63.
- 92 – La lutte contre l'évasion fiscale internationale : l'offensive américaine en matière d'échange automatique d'informations**, *Revue de Droit fiscal*, 2014, 51 - 52, pp. 39 - 43.
- 93 – L'informaticien, la banque et la recevabilité de la preuve illicite dans les procédures fiscales**, *Fraude et évasion fiscales : état des lieux et moyens de lutte* (Lasserre Capdeville et alii. dir. - ), Lextenso - Joly, 2015, 85 - 97.
- 94 – Vers un renouveau de la coopération fiscale internationale ?**, *Revue européenne et internationale de droit fiscal*, 2015, 1, pp. 151 - 157.
- 95 – La transparence des flux financiers : les opérateurs sous surveillance**, *La revue fiscale du patrimoine*, avril 2015, pp. 26 - 28.
- 96 – Les entreprises et les prix de transfert : de la présomption à la sécurité juridique**, *La revue fiscale du patrimoine*, avril 2015, pp. 43 - 48.
- 97 – Conclusion : le rescrit, une idée à cultiver**, *Revue de Droit fiscal*, 2015, 27, pp. 47 - 48.
- 98 – L'inadaptation du dispositif juridique à la lutte contre les transferts de bénéfices?**, *Revue européenne et internationale de droit fiscal*, 2015, 2, pp. 293 - 300.
- 99 – La vérification de comptabilité contractualisée : la relation de confiance**, *Mélanges en l'honneur du Professeur Christian Louit, Bruylant, coll. Mélanges*, 2015, pp. 239 - 252.
- 100 – Droit public financier et droit fiscal : une famille à recomposer ?**, *Revue française de finances publiques*, 2016, 133, pp. 111 - 120.
- 101 – L'OCDE : un acteur influent du droit fiscal international**, *Gestion & Finances publiques*, 2016, 3, pp. 94 - 102.
- 102 – Rapport introductif, L'imposition du capital. Entre mythes et réalités. Quels enjeux pour demain ?** (Luppi et alii dir.-), *Presses universitaires d'Aix - Marseille*, 2016, pp. 15 – 20.
- 103 – Rechercher le capital à l'étranger. L'échange d'informations entre administrations fiscales nationales**, *L'imposition du capital. Entre mythes et réalités. Quels enjeux pour demain ?* (Luppi et alii dir.-), *Presses universitaires d'Aix - Marseille*, 2016, pp. 235 – 244.
- 104 – La fiscalité de l'énergie : une fiscalité complexe pour un objet mal défini**, *Revue européenne et internationale de droit fiscal*, 2016, 3, pp. 363 - 366.
- 105 – Vérifier les droits d'enregistrement : qualification et évaluation**, *Revue de Droit fiscal*, 2017, 17, pp. 59 - 62.
- 106 – L'échange de rulings dans les pays de l'Union européenne : un changement de paradigme**, *Revue européenne et internationale de droit fiscal*, 2017, 1, pp. 76 - 83.
- 107 – Taxe foncière sur les propriétés bâties**, *Finances publiques. Dictionnaire encyclopédique*, 2<sup>ème</sup> édition (Orsoni dir -), *Economica, coll. Finances publiques*, 2017, pp. 867 – 868.
- 108 – Taxe foncière sur les propriétés non bâties**, *Finances publiques. Dictionnaire encyclopédique*, 2<sup>ème</sup> édition (Orsoni dir -), *Economica, coll. Finances publiques*, 2017, pp. 868 – 869.

- 109 – Contrôle fiscal**, Finances publiques. Dictionnaire encyclopédique, 2<sup>ème</sup> édition (Orsoni dir.-), Economica, coll. Finances publiques, 2017, pp. 242 – 245.
- 110 – Contentieux fiscal**, Finances publiques. Dictionnaire encyclopédique, 2<sup>ème</sup> édition (Orsoni dir -), Economica, coll. Finances publiques, 2017, pp. 213 – 216.
- 111 – Examen contradictoire de l'ensemble de la situation fiscale personnelle**, Finances publiques. Dictionnaire encyclopédique, 2<sup>ème</sup> édition (Orsoni dir. -), Economica, coll. Finances publiques, 2017, pp. 439 – 431.
- 112 – Que reste-t-il des lois du 15 juillet 1914 et du 31 juillet 1917 ?** Revue française de finances publiques, 2017, 140, pp. 209 - 222.
- 113 – Contribution à la définition des nouvelles problématiques du contrôle fiscal**, Revue européenne et internationale de droit fiscal, 2018, 1, pp. 7 - 15.
- 114 – Le droit fiscal et le mouvement perpétuel**, De l'esprit de réforme et que quelques fondamentaux. Mélanges en l'honneur du Professeur Gilbert Orsoni (Jean-Luc Albert, Sophie de Caqueray, Thierry Lambert, Céline Viessant dir -), Presses universitaires d'Aix Marseille, 2018, pp. 415 – 424.

### Notes et commentaires

- 1** - sous CE 1/2/84, aff. SGARVIZZI, Les cahiers du droit, 1984, Tome 5, pp. 177-183, (**les perquisitions à des fins fiscales**) ;
- 2** - sous CE 11/7/84, aff. 45920 et 46285, Les cahiers du droit, 1985, Tome 2, pp. 209-219, (**faute lourde à l'occasion d'un contrôle fiscal**) ;
- 3** - sous TA Montpellier Willy Dimiglio contre Conseil régional du Languedoc-Roussillon, Les petites affiches, 1985, 139, pp. 8-11 (en collaboration), (**la consultation obligatoire des collectivités territoriales pour l'élaboration du plan régional**) ;
- 4** - sous CE 27/2/85, aff. 38521, Les cahiers du droit, 1985, Tome 3, pp. 147-155, (**les charges déductibles du revenu global**) ;
- 5** - sous CE 1/7/85, aff. PUY, Les cahiers du droit et de la jurisprudence, 1986, Tome 1, pp. 171-180, (**l'assujettissement à la TVA d'un chiropracteur non titulaire du doctorat en médecine**) ;
- 6** - sous CE 18/11/85, aff. 49631, Les cahiers du droit et de jurisprudence, 1986, Tome 2, pp. 53-62, (**l'imposition d'une indemnité de licenciement**) ;
- 7** - sous CE 24/2/86, aff. 40031, Les petites affiches, 1986, 148, pp. 7-11, (**fautes lourdes des services d'assiette et de recouvrement**) ;
- 8** - sous TA de Lyon 24/4/86, aff. BERTIN SOS DEFENSE, Le quotidien juridique, 1986, 124, pp. 3-9, (**la loi 78-753 du 17 juillet 1978 et la communication des documents fiscaux**) ;
- 9** - sous CE 19/2/86, aff. 54488, Les cahiers du droit et de la jurisprudence, 1986, Tome 3, pp. 155-163 (**les frais réels justifiés des salariés**) ;
- 10** - sous TA Rouen 10/1/86, aff. Société de gestion et de participation du Rouvray, Recueil de jugements des tribunaux administratifs, éd. Les cahiers du droit public, 1987, pp. 1-7, (**la motivation du refus d'agrément**) ;
- 11** - sous CE 2/11/87, aff. 57051, Le quotidien juridique, 1988, 58, pp. 3-8, (**le reversement d'une redevance par Aéroport de Paris à Air France**) ;
- 12** - sous Tribunal des conflits 18/12/88, aff. REY, Le quotidien juridique, 1989, 25, pp. 2-5, (**l'avis de la commission des infractions fiscales n'est pas détachable de l'action publique**) ;

- 13 - sous TA Limoges 5/11/87, aff. Association internationale pour la conscience de Kirshna, La semaine juridique (éd. G), 1989, 24, (**l'assujettissement à l'impôt sur les sociétés d'une association « culturelle »**) ;
- 14 - sous CE 8/2/91, aff. 61025, 61093 et 69712, Les petites affiches, 1991, 86, pp. 8-12, (**les erreurs substantielles de l'administration et l'article L 80 CA du livre des procédures fiscales**) ;
- 15 - sous CAA de Nancy 9/4/91, aff. Mme ADNET, Actualité juridique de droit administratif, 1991, 12, pp. 920-923, (**application du décret du 28 novembre 1983 et débat contradictoire préalable à l'établissement des pénalités**) ;
- 16 - sous TA Paris 24/4/97, aff. Aibout, Les petites affiches, 1997, 126, pp. 15-19, (**activité occulte et examen de situation fiscale personnelle**) ;
- 17 - sous CE 18/10/02, aff. Lacorre, Petites affiches, 2003, 110, pp. 16 - 21, (**notification récapitulative de redressements et conséquences financières**) ;
- 18 - sous CE 26/2/03, aff. Morera, Petites affiches, 2003, 128, pp. 13 - 18 (**la vérification de comptabilité hors de l'entreprise**) ;
- 19 - sous Cass. com. 12/7/04, aff. Cts Prelat, Petites affiches, 2005, 19, pp. 9 -13 (**l'article 6-1 de la convention européenne des droits de l'homme au contentieux fiscal : le revirement de la Cour de cassation**) ;
- 20 - sous CE 10/7/04, aff. De Lasteyrie du Saillant, Petites affiches, 2005, 151, pp. 14 - 19 (**l'exit tax : suite et fin**) ;
- 21 - sous CE 10/9/10, req. 341063 – SCI Benoît du Loroux, Actualité juridique collectivités territoriales (Dalloz), novembre 2010, p. 128 (**la question du dégrèvement de taxe foncière pour la vacance d'un immeuble n'a-t-elle pas en caractère sérieux ?**) ;
- 22 - sous CE 3 juin 2013, req. 346987, SAS Intercoop, Revue de Droit Fiscal, 2013, 37, pp. 66 - 71 (**un contribuable peut se prévaloir pour un impôt d'une prise de position de l'administration relative à un autre impôt**).

<p style="text-align:center"><b>Lexbase – Hebdo</b> <b>Edition fiscale – chronique TVA</b></p>
--

**1 – Lexbase hebdo n° 336, 5 février 2009**

- Ω - CE 26 décembre 2008, req. 308530, aff. Chaprnet (taux réduit de TVA pour des travaux) ;
- Ω - CJCE 18 décembre 2008, aff. C-488/07, Royal Bank of Scotland Group plc c/ the commissioners of her majesty's revenue – Customs (la règle d'arrondissement pour le prorata);
- Ω - Cass crim. 19 novembre 2008, n° 08-80-558 (participation à un réseau de fraude organisée).

**2 – Lexbase hebdo n° 348, 30 avril 2009**

- Ω - CE 4 mars 2009, SARL Leimmo (option pour l'assujettissement de locaux nus en location) ;
- Ω - CE 5 février 2009, Société Distex (exonération de locations de logements pour étudiants) ;
- Ω - CAA Lyon 8 janvier 2009, Didier Gagnol, (conditions d'exonération d'une acquisition intracommunautaire d'un véhicule).

**3 – Lexbase hebdo n°365, 1<sup>er</sup> octobre 2009**

- Ω - CE 24 juillet 2009, req. 305222, SAS Groupe Cayon (cession de créances intragroupe et droit à déduction) ;
- Ω - CJCE 18 juin 2009, aff. C – 566/07, Staatssecretaris van financien C/ Stadeco BV (correction de la taxe indûment facturée) ;
- Ω - CJCE 4 juin 2009, aff. C-102/08, Finanzamt Düsseldorf-Süd c/ Salix Grundstüecks (non assujettissement des organismes de droit public et distorsion de concurrence).

**4 – Lexbase hebdo n° 374, 3 décembre 2009**

- Ω - CJCE 29 octobre 2009, aff. C-174/08, NCC Construction danemark A/S c/ Skatteministeriet (notion d'opération accessoire immobilière pour le calcul du prorata de déduction) ;
- Ω - CJCE 22 octobre 2009, aff. C-242/08, Suisse Re germany Holding GmbH c/ Finanzamt München für Körperschaften (cession de titres onéreux d'un portefeuille de contrats de réassurance vie à une personne établie dans un Etat tiers) ;
- Ω - CAA Lyon 2<sup>e</sup> septembre 2009, n° 07 LYO1801, SARL Fidinvest (exonération des opérations d'intermédiaires en négociation de titres).

<p style="text-align:center"><b>Lexbase – Hebdo</b> <b>Edition fiscale – chronique Procédures</b></p>
---

**1 – Lexbase hebdo n° 381, 4 février 2010**

- Ω - Lois de finances pour 2010 et rectificative pour 2009.

**2 – Lexbase hebdo n° 385, 4 mars 2010**

- Ω - Cass. com. 15 décembre 2009, Société agence maritime africaine (AMA), anciennement Navitrans, F-P+B (procédure de contestation de l'ordonnance autorisant les visites domiciliaires) ;
- Ω - CE 30 décembre 2009, req. 308242, M. de Beaufort (le caractère illégal d'un acte de poursuite ne le prive pas de son effet interruptif de prescription) ;
- Ω - CE 25 novembre 2009, req. 299672, M. Bacquet (conséquences de l'annulation d'une procédure de redressement judiciaire sur la procédure fiscale en cours).

### **3 – Lexbase hebdo n° 391, 15 avril 2010**

- Ω - CE 22 janvier 2010, req. 317026, Monsieur V. (exercice loyal du droit de communication) ;
- Ω - CE 27 janvier 2010, req. 305291, Société Thies GmbH – Co (une mise en demeure, non obligatoire, adressée par l'administration à un contribuable peut-elle coûter cher à un contribuable non précautionneux ?) ;
- Ω - Cass. com. 19 janvier 2010, n° 08-21.476, F-P+B (révélation d'un don manuel par le conseil des contribuables).

### **4 – Lexbase hebdo n° 396, 27 mai 2010**

- Ω - Cass. com. 9 mars 2010, n° 09-14707, F-P+B (recours contre l'ordonnance autorisant les visites et saisies domiciliaires) ;
- Ω - CAA Marseille 21 janvier 2010, n° 07MA 00282 (absence de suspension des poursuites à l'égard du conjoint en cas d'ouverture de procédure collective) ;
- Ω - CE 17 mars 2010, req. 309197 (conformité aux droits fondamentaux de l'amende fiscale pour non révélation du bénéficiaire lors d'une distribution de revenus).

### **5 – Lexbase hebdo n° 400, 24 juin 2010**

- Ω - CAA Paris 18 mars 2010, n°08PA03117 (rétroactivité des dispositions en matière de sanctions aux infractions à la réglementation au paiement par chèque ou par virement) ;
- Ω - CE 16 avril 2010, req. 313456 (contestation et combinaison de la pénalité pour non révélation du bénéficiaire d'un revenu distribué et de la majoration de 10%) ;
- Ω - Cass. com. 7 avril 2010, n° 09-15.122, FS-P+B+R (visite domiciliaire : retour sur le contrôle exercé par le premier président de la Cour d'appel).

### **6 – Lexbase hebdo n° 403, 15 juillet 2010**

- Ω - CE 26 mai 2010, req. 304299 (prorogation de la durée de l'examen résultant du délai d'obtention des relevés de comptes) ;
- Ω - Cass. com. 18 mai 2010, n°09-12.068, F-P+B (assistance internationale au recouvrement : précisions sur les conditions de mise en œuvre) ;
- Ω - CE 5 mai 2010, req. 308430 (participation de l'interlocuteur départemental à la commission départementale).

### **7 – Lexbase hebdo n°406, 2 septembre 2010**

- Ω - CAA Paris 30 juin 2010, n°08PA03905 (amende pour refus de communication : détermination du contrevenant) ;

Ω - CE 9 juillet 2010, req. 313577 (motivation d'une notification comportant plusieurs éléments de redressement) ;

Ω - CE 5 juillet 2010 (prorogation du délai du délai de reprise en cas de recours à l'assistance administrative internationale).

#### **8 – Lexbase hebdo n°411, 7 octobre 2010**

Ω - CAA Nancy 24 juin 2010, n°08NC01142 (l'effet définitif d'une décision de dégrèvement) ;

Ω - CE 5 juillet 2010, req. 310945 (versement d'intérêts moratoires afférents aux dégrèvements et délai de réclamation) ;

Ω - CE 7 juillet 2010, req. 309009 (abus de droit, la charge fiscale doit se trouver modifiée par l'acte incriminé).

#### **9 – Lexbase hebdo n°415, 4 novembre 2010**

Ω - DC 2010-19/27 QPC 30 juillet 2010 (conformité à la constitution de l'article L. 16 B du LPF) ;

Ω - CE 29 septembre 2010, req. 341065 (QPC : la question de la conformité de l'article L. 64 du LPF à la Constitution ne présente pas un caractère sérieux) ;

Ω - CE 8 octobre 2010 req. 321361 (caractérisation d'un abus de droit dans le cadre d'un montage visant au report d'imposition d'une plus-value de cession de parts).

#### **10 – Lexbase hebdo n°419, 2 décembre 2010**

Ω - CE 20 octobre 2010, req. 317565 (taxation d'office : retour sur les conditions de mises en œuvre de la demande d'éclaircissements et de justifications) ;

Ω - CE 20 octobre 2010, req. 312461 (notification de la réponse de l'administration à la réclamation préalable du contribuable : adresse de la notification, résidence séparée et point de départ de la saisine du tribunal) ;

Ω - CE 29 octobre 2010, req. 339200 et 339202 (QPC : la question de la conformité des articles L. 80 A et L. 80 B du LPF à la Constitution n'est pas renvoyée devant le Conseil constitutionnel).

#### **11 – Lexbase hebdo n°422, 6 janvier 2011**

Ω – Cass. com. 9 novembre 2010, n° 09-69.316, F-P+B (solidarité fiscale et demande d'annulation d'une inscription aux hypothèques) ;

Ω – CE 10 décembre 2010, req. 307322 (obligation déclarative et lieu d'imposition d'un contribuable possédant plusieurs résidences en France) ;

Ω – Commentaire des circulaires du 2 novembre 2010 relatives aux principes d'organisation du contrôle fiscal et à l'évocation des situations fiscales individuelles auprès du ministre du budget (repris dans Gestion et finances publiques – La revue, 2011, 3 -4, p. 209).

#### **12 – Lexbase hebdo n°427, 10 février 2011**

Ω – CE 23 décembre 2010, req. 306228 (le délai pour déposer une requête devant la Cour administrative d'appel) ;

Ω – CE 23 décembre 2010, req. 307780 (durée de la vérification de comptabilité et investigations sur le fonctionnement des systèmes informatisés) ;

Ω – CE 17 décembre 2010, req. 318048 (montage visant à l'utilisation d'un nom commercial et abus de droit rampant).

**13 – Lexbase hebdo n°432, 17 mars 2011**

Ω - DC 2010 -88 QPC 21 janvier 2011 (contrariété partielle à la Constitution de l'article 168 CGI, donnant droit à l'administration de fixer la base d'imposition à l'impôt sur le revenu à une somme forfaitaire déterminée d'après certains éléments du train de vie) ;

Ω – DC 2010 – 90 QPC 21 janvier 2011 (conformité à la constitution de l'article 1754 CGI relatif à la responsabilité solidaire des dirigeants pour le paiement d'une amende fiscale) ;

Ω – CE 26 janvier 2011, req. 311808 (transmission d'informations secrètes par une administration étrangère en vertu d'une convention fiscale et débat contradictoire).

**14 – Lexbase hebdo n°438, 5 mai 2011**

Ω – Cass. crim. 23 février 2011, n°1088.068, F-D (refus de renvoyer l'article L 230 LPF devant le Conseil constitutionnel) ;

Ω – CE 16 mars 2011, req. 326959 (abus de droit et report d'imposition de la plus -value réalisée à l'occasion d'un apport de droits sociaux) ;

Ω – CE 16 mars 2011, req. 326117 (la notification de rectification en l'absence de suivi du courrier).

**15 – Lexbase hebdo n°442, 2 juin 2011**

Ω – CE 3 mai 2011, req. 318676 (communication de documents déposés au tribunal de grande instance en application d'une obligation légale) ;

Ω – CE 6 mai 2011, req. 320204 (Abus de droit et qualification d'un contrat de crédit bail) ;

Ω – CE 6 mai 2011, req. 334301, (Allongement du délai de reprise en cas de révélation lors d'une instance pénale).

**16 – Lexbase hebdo n°448, 14 juillet 2011**

Ω – CE 8 juin 2011, req. 330051 (il revient au juge d'appel de veiller à ce qu'un détenu a bien reçu une notification de jugement) ;

Ω – CE 8 juin 2011, req. 310524 (alors que le délai de deux mois a expiré, l'administration doit faire parvenir au contribuable une mise en demeure de compléter sa réponse) ;

Ω – CE 8 juin 2011, req. 311580 (l'administration n'a pas à répondre à une demande de communication de document relative à une notification suivie d'une nouvelle notification).

**17 – Lexbase hebdo n°453, 14 septembre 2011**

Ω – CE 28 juillet 2011, req. 312581 (régularité d'une taxation d'office) ;

Ω – CE 28 juillet 2011, req. 318047 (désaccord entre le contribuable et le vérificateur) ;

Ω – CE 28 juillet 2011, req. 334418 (motivation d'une notification de redressements).

**18 – Lexbase hebdo n°459, 14 octobre 2011**

Ω – CAA Paris 29 juillet 2011, n° 09PA02968 (la preuve de l'origine des sommes créditées à un compte courant doit être rapportée par le contribuable) ;



- Ω – CAA Paris 29 juillet 2011, n°09PA01219 - 09PA01220 - 09PA06362 (l'acquisition de titres placés sous le régime des sociétés mères suivie de la vente des titres de la mère à une société qui, ensuite, l'absorbe, n'est pas constitutive d'abus de droit si l'opération n'a pas un but exclusivement fiscal) ;
- Ω – CAA Paris 29 juillet 2011, n° 09PA06363 (la simplification des structures et l'utilisation d'une trésorerie sont des objectifs économiques excluant la qualification d'abus de droit).

#### **19 – Lexbase hebdo n°461, 10 novembre 2011**

- Ω – CE 12 octobre 2011, req. 319813 (compensation des bases d'imposition) ;
- Ω – CE 12 octobre 2011, req. 344491 (prise en compte de l'allongement de la durée d'acheminement du courrier en période estivale) ;
- Ω – CE 12 octobre 2011, req. 325273 (opposition à contrôle fiscal).

#### **20 – Lexbase hebdo n°466, décembre 2011**

- Ω – CE 9 novembre 2011, req. 319717 (pénalité pour non révélation de l'identité de bénéficiaires de sommes versées) ;
- Ω – CE 20 octobre 2011, req. 346998 (avis à tiers détenteur et référé) ;
- Ω – CAA Paris, plénière, 13 octobre 2011 n° 09PAO1620 (écarter une prescription est illégal).

#### **21 – Lexbase hebdo n°467, 5 janvier 2012**

- Ω – La quatrième loi de finances rectificative n°2011-1978 du 28 décembre 2011 ;
- Ω – La loi de finances n° 2011 - 1977 du 28 décembre 2011.

#### **22 – Lexbase hebdo n°473, 16 février 2012**

- Ω – T. confl. 12 décembre 2001, req. 3815 (toute contestation relative à une créance fiscale, soulevée avant la clôture d'une procédure collective, est traitée par le juge judiciaire) ;
- Ω – Cass. com. 13 décembre 2011, n° 10-28.028, F-D (un contribuable non reconnu par le ministère des affaires étrangères comme diplomate accrédité en France fait que l'administration n'a pas à indiquer les arguments pour obtenir une autorisation de visite domiciliaire) ;
- Ω – CAA Nancy 12 janvier 2012, n° 10NC01576 (l'administration n'est pas tenue de fournir au contribuable faisant l'objet d'un ESFP les documents obtenus de tiers).

#### **23 – Lexbase hebdo n°476, 8 mars 2012**

- Ω – Cass. com. 31 janvier 2012, n°11-10.934, F-P+B (le délai de prescription allongé) ;
- Ω – CE 1er février 2012, req. 339387 et 339388 (la rétroactivité de la procédure d'appel devant le premier président de la Cour d'appel) ;
- Ω – Cass. com. 31 janvier 2012, n° 11-13.097, FS-P+B et n° 11-13.098, F-D (annulation de l'ordonnance de visites et saisies) ;

#### **24 – Lexbase hebdo n°482, 19 avril 2012**

- Ω – CE 9 mars 2012, req. 339042 (le dialogue avec le contribuable n'est pas obligatoire avant la mise en oeuvre d'une demande de justifications portant sur des comptes bancaires) ;

- Ω – CE 26 mars 2012, req. 340466 (la charge de la preuve et l'article 168 CGI) ;  
Ω – CE 12 mars 2012, req. 342966 (les arrêts de la CJUE constituent un événement susceptible de rouvrir le délai de réclamation).

**25 – Lexbase hebdo n°485, 17 mai 2012**

- Ω – CE 28 mars 2012, req. 320570 (le contrat est la loi des parties, pas de l'Etat) ;  
Ω – CE 4 avril 2012, req. 326760 (le point de départ du délai de prescription de dix ans) ;  
Ω – Cass. com. 3 avril 2012, n° 11-15.327, n° 11-15.325 et n° 11-15.329 (les indices permettant à l'administration de solliciter une ordonnance de visite domiciliaire).

**26 – Lexbase hebdo n°491, 28 juin 2012**

- Ω – CE 30 mai 2012, req. 345418 (refus de communication de l'administration concernant des documents en accès libre) ;  
Ω – CE 4 juin 2012, req. 345181 (dissolution d'une ERUL et avis de vérification) ;  
Ω – CE 6 juin 2012, req. 345180 (rôle du juge en cas de détournement de procédure).

**27 – Lexbase hebdo n°497, 13 septembre 2012**

- Ω – CE 27 juin 2012, req. 342736 (la saisine de la commission départementale des impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires) ;  
Ω – CE 27 juin 2012, req. 342991 (la majoration de 40%) ;  
Ω – CE 10 juillet 2012, req. 356749, 356750 et 356551 (refus de transmettre une question prioritaire de constitutionnalité).

**28 – Lexbase hebdo n°504, 7 novembre 2012**

- Ω – CE 11 octobre 2012, req. 346691 (prorogation d'un ESFP) ;  
Ω – Cass. com. 25 septembre 2012, n° 11-24.526 (l'ordonnance du juge des libertés et de la détention est présumée avoir été rédigée par lui) ;  
Ω – Cass. com. 25 septembre 2012, n° 11-21.981 (saisine du juge des référés concernant la mise sous scellé de documents saisis chez un avocat).

**29 – Lexbase hebdo n°509, 12 décembre 2012**

- Ω – CE 7 novembre 2012, req. 339441 (l'absence d'interprète pendant le contrôle n'emporte pas violation du droit au procès équitable) ;  
Ω – CE 7 novembre 2012, req. 336951 (évaluation d'office en l'absence de comptabilité) ;  
Ω – CE 7 novembre 2012, req. 343169 (réception tardive d'une proposition de rectification).

**30 – Lexbase hebdo n°511, 9 janvier 2013**

- Ω – Chronique procédures fiscales - janvier 2013 (spéciale loi de finances rectificative pour 2012).

**31 – Lexbase hebdo n°517, 20 février 2013**

- Ω – CAA Paris 22 janvier 2013, n°11PA05381 (demande gracieuse et incompétence d'une cour administrative d'appel) ;

Ω – CA Bourges 8 janvier 2013, n°12/01260 (L16 B et soupçon de domiciliation en France) ;  
Ω – Cass. crim. 16 janvier 2013, n°12-82.546, F-P+B (solidarité fiscale).

**32 – Lexbase hebdo n°521, 27 mars 2013**

Ω – Cass. com. 26 février 2013, n°12-13.877, FS-P+B (intérêt à agir d'un cohéritier) ;  
Ω – Cass. com. 26 février 2013, n°12-14.772, F-P+B et 12-14.771, F-P+B (droit de communication et saisie de pièces numériques sans imposition de support).

**33 – Lexbase hebdo n°532, 19 juin 2013**

Ω – CE 17 mai 2013, req. 348135 (la reconnaissance d'une dette fiscale) ;  
Ω – CE 17 mai 2013, req. 346827 (taxation d'office du revenu global) ;  
Ω – Cass. com. 14 mai 2013, n° 12-20.898, F-P+B (une saisie attribution).

**34 – Lexbase hebdo n°538, 5 septembre 2013**

Ω – Commentaire du projet de loi relatif à la fraude fiscale et à la grande délinquance financière.

**35 – Lexbase hebdo n°550, 5 décembre 2013**

Ω – La loi relative à la lutte contre la fraude fiscale et à la grande délinquance économique et financière : le renforcement des pouvoirs de l'administration fiscale.

**36 – Lexbase hebdo n°553, 9 janvier 2014**

Ω – Procédures fiscales : spéciale loi de finances pour 2014 et loi de finances rectificative pour 2013.

**37 – Lexbase hebdo n°560, 27 février 2014**

Ω – CE 17 janvier 2014, req. 372282 (flagrance fiscale et assistance administrative : l'administration a le choix) ;  
Ω – CE 20 janvier 2014, req. 370613 (validation de la police fiscale et de la prérogative de l'administration en matière de dépôt de plainte) ;  
Ω – Cass. crim. 8 janvier 2014, n°12-86.705, F-D (interruption de la prescription en cas de dépôt de plainte par l'administration pour fraude fiscale).

**38 – Lexbase hebdo n°568, 1er mai 2014**

Ω – CE 12 mars 2014, req. 358373 (vérification de comptabilité et délai de trois mois de vérification sur place) ;  
Ω – CE 12 mars 2014, req. 355306 (responsabilité solidaire et condamnation définitive par le juge pénal) ;  
Ω – CE 12 mars 2014, req. 360299 (le contrôle d'une holding active en France).

**39 – Lexbase hebdo n°574, 12 juin 2014**

Ω – Cass.com. 6 mai 2014, n°13615.887, F-D (l'information du contribuable portant sur des documents fondant une rectification et saisine du comité de l'abus de droit fiscal) ;

Ω – CE 12 mai 2014, req. 358233 (débat oral et contradictoire dans le cadre d'un examen de situation fiscale personnelle);

Ω – CE 15 mai 2014, req. 365152 (documents hétéroclites justifiant une confusion de patrimoine).

40 – **Lexbase hebdo n°581, 4 septembre 2014**

Ω – Loi de finances rectificative pour 2014 - Dispositions relatives aux procédures fiscales.

41 – **Lexbase hebdo n°589, 6 novembre 2014**

Ω – CE 24 septembre 2014, req. 361330 (l'amende en matière de dissimulation de l'identité d'un client);

Ω – CE 19 septembre 2014, req. 365934 (la prescription des actes restés en poste restante);

Ω – CE 19 septembre 2014, req. 370173 (le délai de réclamation de la taxe sur les salaires).

42 – **Lexbase hebdo n°597, 15 janvier 2015**

Ω – Procédures fiscales : loi de finances rectificative 2014 et loi de finances 2015.

43 – **Lexbase hebdo n°614, 28 mai 2015**

Ω – CE 10 avril 2015, req. 367957 (les conséquences de l'irrégularité d'une contestation de recouvrement) ;

Ω – CE 15 avril 2015, req. 373269 (exploitation de documents transmis illégalement) ;

Ω – CE 17 avril 2015, req. 373650 (point de départ des réclamations).

44 – **Lexbase hebdo n°633, 19 novembre 2015**

Ω – CE 14 octobre 2015, req. 386698 (amende fiscale pour facture fictive) ;

Ω – CE 14 octobre 2015, req. 374211 (réponse à un seul motif de contestation d'un chef de redressement) ;

Ω – CE 14 octobre 2015, req. 378503 (interruption de prescription et présentation du pli par le service postal).

45 – **Lexbase hebdo n°638, 8 janvier 2016**

Ω – Procédures fiscales : loi de finances rectificative 2015 et loi de finances 2016.

46 – **Lexbase hebdo n°650, 7 avril 2016**

Ω – CE 9 mars 2016, req. 364586 (obligation d'informer le contribuable d'informations données par des tiers) ;

Ω – CE 9 mars 9 mars 2016, req. 371463 (événement pour rouvrir le délai de réclamation) ;

Ω – Cass. crim. 1er mars 2016, req. 14-87.577, FS-P+B (violation du secret professionnel d'un inspecteur des impôts).

## Chroniques bibliographiques

- 1 - **Du programme électoral au budget local** de Jean-Louis KOENIG, Economica, 1988, Le quotidien juridique, 1989, 22 ;
- 2 - **Les juristes et fiscalistes d'affaires à vocation internationale en France. Enquête et portraits**, Economica, 1990, Le quotidien juridique, 17 novembre 1990 ;
- 3 - **La politique de communication des services économiques et financiers**, éd. LCF, 1991, Le quotidien juridique, 21 mars 1991 ;
- 4 - **L'impôt du diable. Le naufrage de la fiscalité française** de Dominique de LA MARTINIÈRE, Calman Lévy, 1990, Le quotidien juridique, 4 avril 1991 ;
- 5 - **Europe - collectivités territoriales et problèmes locaux** sous la direction de François CHOUVEL, éd. LCF, 1992, Les petites affiches, 11 mars 1992 ;
- 6 - **Le nouveau concert européen** de Jacques DELORS, 1992, Les annonces de la seine, 11 mai 1992 ;
- 7 - **Stratégie fiscale internationale** de Thierry LAMORLETTE et Patrick RASSAT, Ed. Maxima, 1993, Les petites affiches, 28 juillet 1993 ;
- 8 - **La fonction de contrôle externe des administrations économiques et financières** (ouvrage collectif), Ed. LCF, 1994, Les petites affiches, 3 juin 1994 ;
- 9 - **L'Europe. Histoire, civilisation institutions** de Gérard SOULIER, Armand Colin, 1994, Les petites affiches, 18 novembre 1994 ;
- 10 - **Expatriés, non résidents, missions à l'étranger : tout sur vos impôts**, de Pierre BONNEVAL, Ed. Maxima, 1996, Les petites affiches, 12 mai 1997 ;
- 11 - **Finances publiques** de François CHOUVEL, Ed. Gualino, 1998, Les petites affiches, 4 mai 1998 ;
- 12 - **Procédures fiscales** de Jacques GROSCLAUDE et Philippe MARCHESSOU, Dalloz, 1998, Bulletin Joly sociétés, décembre 1998 ;
- 13 - **Introduction au droit fiscal et à la théorie de l'impôt** de Michel BOUVIER, LGDJ, 1998, Les petites affiches, 1<sup>er</sup> janvier 1999 ;
- 14 - **La direction du budget face aux grandes mutations des années cinquante. Acteur ou témoin ?** (ouvrage collectif), diff. LGDJ, Les petites affiches, 4 juin 1999 ;
- 15 - **La France et l'Outre-mer. Un siècle de relations monétaires et financières** (ouvrage collectif), diff. LGDJ, Les petites affiches, 17 juin 1999 ;
- 16 - **La doctrine fiscale en France (1987 - 1999)** de Jacques GROSCLAUDE, Litec, 2000, Droit fiscal, 19 avril 2000 ;
- 17 - **Droit fiscal général** de Jacques GROSCLAUDE et Philippe MARCHESSOU, Dalloz, 1999, Droit et économie, n°87, 2000 ;
- 18 - **La nouvelle gestion publique** de Bernard ABATE, LGDJ, 2000, Petites affiches, 7 septembre 2000 ;
- 19 - **La logique financière de l'action publique conventionnelle dans le contrat de plan Etat - région** de Marc LEROY, L'harmattan, 2000, Petites affiches, 30 octobre 2000 ;

- 20 - **Précis de droit fiscal de la famille** de Frédérick DOUET, Litec, 2001, Petites affiches, 31 août 2001 ;
- 21 - **Procédures fiscales**, 2<sup>ème</sup> édition, de Jacques GROSCLAUDE et Philippe MARCHESSOU, Dalloz, 2001, Petites affiches, 17 décembre 2001 ;
- 22 - **L'influence du droit communautaire sur le pouvoir financier du parlement français**, de Loïc LEVOYER, LGDJ, 2002, Petites affiches, 12 juin 2002 ;
- 23 - **Recours pour excès de pouvoir et contentieux administratif de l'impôt**, de Christophe de la MARDIERE, LGDJ, 2002, Petites affiches, 15 août 2002 ;
- 24 - **La sociologie de l'impôt**, de Marc LEROY, PUF, 2002, Petites affiches, 21 août 2002 ;
- 25 - **La doctrine fiscale en France 1999 - 2002** de Jacques GROSCLAUDE, Litec, 2003, La Semaine Juridique, 5 juin 2003 ;
- 26 - **Traité du droit fiscal de l'entreprise** de Jean - Pierre FRADIN et Jean - Baptiste GEFFROY, PUF, 2003, Petites affiches, 17 mars 2004 ;
- 27 - **Les chambres régionales et territoriales des comptes. XXème anniversaire**, Gilbert ORSONI et Alain PICHON (sous la direction de -), LGDJ, 2004, Petites affiches, 6 juillet 2004 ;
- 28 - **La sécurité financière et l'Etat. Bilan et perspectives (actes de colloque)**, L'harmattan, 2004, Petites affiches, 21 octobre 2004 ;
- 29 - **Le sous-préfet d'arrondissement. Elément de modernisation de l'Etat en France**, de Jean Michel BRICAULT, L'harmattan, 2004, Petites affiches, 21 décembre 2004 ;
- 30 - **Science et législation financières. Budgets publics et lois de finances**, de Gilbert ORSONI, Economica, 2005, Petites affiches, 25 octobre 2005 ;
- 31 - **Contrats, finances, territoires**, de Marc LEROY et Eric PORTAL, L'harmattan, 2006, Petites affiches, 3 octobre 2006 ;
- 32 - **Sociologie des finances publiques** de Marc LEROY, La découverte, 2007, Petites affiches, 6 juin 2007 ;
- 33 - **Dictionnaire du droit fiscal et douanier**, sous la direction de Jean - Luc ALBERT, Jean - Luc PIERRE, Daniel RICHER, Ellipses, 2007, Petites affiches, 10 juillet 2007 ;
- 34 - **La preuve en droit fiscal** de Christophe DE LA MARDIERE, Litec, 2009, Petites affiches, 18 juin 2010 ;
- 35 - **Fiscalité et personnes publiques** de Jean - Luc ALBERT, LGDJ, Petites affiches, 25 avril 2012 ;
- 36 - **Douane et droit douanier** de Jean - Luc ALBERT, PUF, Petites affiches, 28 août 2013.
- 37 - **Droit fiscal de l'Union européenne** d'Alexandre MAITROT DE LA MOTTE, Bruylant, 2<sup>ème</sup> édition, Revue européenne et internationale de droit fiscal, 2017 - 2.
- 38 - **Le principe ne bis in idem en droit fiscal**, d'Adrien SOUMAGNE, Bruylant, Revue européenne et internationale de droit fiscal, 2017 - 3.
- 39 - **Mélanges Pascal Minne, Fiscalité internationale et patrimoniale**, Bruylant, Revue européenne et internationale de droit fiscal, 2017 - 3.
- 40 - **L'octroi de mer. L'ultime réforme** de Fred Le Breton, Revue européenne et internationale de droit fiscal, 2018 - 2.

**41 – Les aides d’Etat de nature fiscale en droit de l’Union européenne** de Ionna Papadamaki, Revue européenne et internationale de droit fiscal, 2018 – 2.

### **Préface aux ouvrages de**

- 1 - Muriel TREMEUR, La politique publique du contrôle fiscal. Analyse rétrospective sur les deux dernières décennies**, Economica, collection : Finances publiques, 1993 ;
- 2 - Pascale BERTONI, Les politiques fiscales sous la Cinquième République. Discours et pratiques (1958 - 1991)**, L’Harmattan, collection : Logiques juridiques, 1995 ;
- 3 - Christian LOPEZ, Les pouvoirs d’investigation de l’administration fiscale en France et au Canada**, L’Harmattan, collection : Logiques juridiques, 1997 ;
- 4 - Laurence VAPAILLE, La doctrine administrative fiscale**. L’harmattan, collection : Finances publiques, 1999 ;
- 5 - Myrko HAYAT, La taxe professionnelle. Naissance et transformation d’un impôt à travers 25 ans de réformes**, Economica, collection : Entreprendre et perspectives économiques, 2003 ;
- 6 - Jean - Claude DRIE, Procédures de contrôle fiscal : la voie de l’équilibre**, L’harmattan, collection : Finances publiques, 2005 ;
- 7 - Najib GHARBI, Le contrôle fiscal des prix de transfert**, L’harmattan, collection : Finances publiques, 2005 ;
- 8 - Frédéric DAL VECCHIO, L’opposabilité des conventions de droit privé en droit fiscal**, L’harmattan, collection : Finances publiques, 2014 ;
- 9 - Nicolas CARUANA, La fiscalité environnementale. Entre impératifs fiscaux et objectifs environnementaux, une approche conceptuelle de la fiscalité environnementale**, L’harmattan, coll. Finances publiques, 2015 ;
- 10 - Thomas EISINGER, Les métamorphoses de la question tarifaire**, L’harmattan, coll. Finances publiques, 2015 ;
- 11 - Vianney ONANGA OPISSINA, Problématique de l’application de la TVA dans l’espace OHADA**, L’harmattan, coll. Finances publiques, 2016 ;
- 12 - Richard EVINA OBAM, La politique fiscale au Cameroun depuis les années 1980**, L’harmattan, coll. Finances publiques, 2016.